



HAL
open science

Alimentation et territoires : les scientifiques d'INRAE en appui des projets alimentaires territoriaux

Gisèle Parfait, Sylvaine Poret, Giovanna Pinaud, Emmanuelle George, Sophie
S. Madelrieux, Isabelle Duvernoy

► To cite this version:

Gisèle Parfait, Sylvaine Poret, Giovanna Pinaud, Emmanuelle George, Sophie S. Madelrieux, et al..
Alimentation et territoires : les scientifiques d'INRAE en appui des projets alimentaires territoriaux.
INRAE; INRAE - Département ACT. 2023. hal-04482463

HAL Id: hal-04482463

<https://hal.inrae.fr/hal-04482463>

Submitted on 28 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



Appui aux politiques publiques



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INRAE

Alimentation et territoires : les scientifiques d'INRAE en appui des projets alimentaires territoriaux

Juillet 2023

Dans ce dossier

préparé par **Giovanna Pinaud, Gisèle Parfait et Sylvaine Poret (DAPP),
Emmanuelle George, Sophie Madelrieux et Isabelle Duvernoy
(Département ACT)**



PAGE 4

Valoriser les systèmes agri-alimentaires territoriaux :
l'émergence des *projets alimentaires territoriaux*

PAGE 6

Les *projets alimentaires territoriaux* et la recherche :
des projets, des outils, des instances

PAGE 8

Des projets de recherche favorisant l'élaboration
des *projets alimentaires territoriaux*

PAGE 12

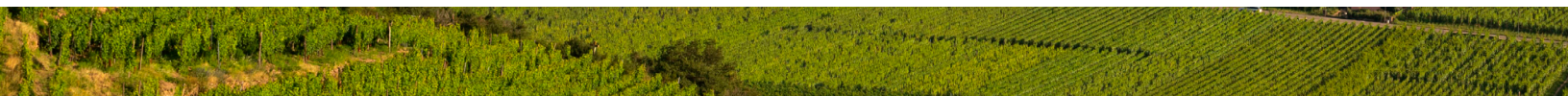
Une posture d'accompagnement :
l'apport de connaissances conceptuelles et méthodologiques

PAGE 13

La recherche « pour » les *projets alimentaires territoriaux* :
offrir un regard sur la diversité des dynamiques territoriales

PAGE 14

La recherche et les *projets alimentaires territoriaux* :
de nouvelles perspectives



Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce dossier :

Grégori Akermann, Richard Bonin, Frédéric Bray, Pierre Casel, Yuna Chiffolleau,
Florence Dodet, Nicolas Dumoulin, Baptiste Girault, Myriam Grillot, Pierre Guillemain,
Sylvie Huet, Claire Lamine, Donald Lecomte, Salma Loudiyi, Phillipe Martin,
Michel Mouléry, Claire Néel, Catherine Pavé, Coline Perrin, Caroline Petit,
Manon Pradère, Cédric Prévost, Barbara Redingshöfer, Esther Sanz-Sanz, Céline Schott,
Christophe Soulard.

Collection appui aux Politiques publiques
Dir. de publication : **Nicolas de Menthère**
Dir. de collection : **Gisèle Parfait**
Conception et rédaction :
Giovanna Pinaud, Gisèle Parfait
Maquette et mise en page :
EliLoCom - www.elilocom.fr
Illustrations : **Julie Borgese**
Impression : **Biprint**



Investis depuis longtemps au cœur des territoires, les chercheurs INRAE apportent des connaissances, méthodes, et outils aux acteurs des *projets alimentaires territoriaux*.

Alimentation et territoires : les scientifiques INRAE en appui des projets alimentaires territoriaux

Ces 60 dernières années, les lieux de production, de transformation et de consommation alimentaire se sont progressivement éloignés les uns des autres : de la fourche à la fourchette, les distances se sont accentuées. Face à ce phénomène, les territoires ont peu à peu revendiqué une « réappropriation » de leurs systèmes agri-alimentaires. Au plus près du terrain, les scientifiques INRAE se sont investis sur ces questions avec des acteurs locaux, en particulier le département ACT qui mène des recherches sur les dynamiques territoriales depuis près de 40 ans. En 2014, le déploiement des « projets alimentaires territoriaux », nouvel outil de la politique de l'alimentation locale, a fait appel à des connaissances et méthodes scientifiques multiples, impliquant aujourd'hui plusieurs départements d'INRAE. Ce dossier est une première approche de l'implication des scientifiques INRAE dans la mise en œuvre des projets alimentaires territoriaux .

Avec l'intensification de l'agriculture, l'industrialisation et le développement du commerce à une échelle mondiale, l'alimentation s'uniformise. Cette normalisation s'est accompagnée d'une perte de diversité des productions alimentaires dans chaque territoire. Dès les années 1980 émerge le besoin de reconnecter les territoires et leurs

systèmes alimentaires. Ainsi, les scientifiques INRAE, qui travaillent depuis près de 20 ans sur les différentes thématiques des systèmes agri-alimentaires, ont été amenés à accompagner les évolutions des territoires. Des méthodes de production agricole aux techniques de transformation des aliments, en passant par le lien entre produits alimentaires



Christophe Soulard
Chef du département
ACT, géographe,
INRAE

Le département ACT, « Sciences pour l'action, les transitions, les territoires », développe des recherches sur la territorialisation alimentaire. Elles promeuvent un regard systémique sur le fait alimentaire en analysant les logiques qu'impliquent — pour les acteurs — de produire, transformer, distribuer, consommer et recycler la nourriture.

Elles sont situées, reposant sur des études de terrain qui permettent d'identifier les initiatives locales et les cadrages qui les influencent, comme les politiques publiques.

Elles sont participatives, car elles visent à comprendre et accompagner le « mouvement alimentaire » mû par de multiples initiatives citoyennes, entrepreneuriales, ou institutionnelles.

Ainsi, les projets alimentaires territoriaux offrent un cadre idoine pour comprendre les multiples facettes de la territorialisation alimentaire en France.

Ce dossier répertorie la diversité des apports de la recherche, entre résultats scientifiques, récits d'expérience, et outils pour l'action.

et terroirs, leurs travaux ont permis de fournir un appui avec des approches intégrant de la recherche-action. En 2014 est introduit un nouvel instrument de la politique alimentaire locale : les projets alimentaires territoriaux (PAT) afin de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires. Le déploiement de ces projets permet de créer de nouveaux espaces d'échanges

entre science et acteurs de terrain. Les scientifiques INRAE sont impliqués dans l'émergence, la mise en œuvre et l'évaluation de ces projets. Ces implications nourrissent la recherche, facilitant le continuum entre questions de terrain et de recherche, et créant des collaborations qui en retour nourrissent les projets alimentaires territoriaux.

Loin d'une présentation exhaustive, ce dossier souhaite mettre en lumière la dynamique globale de collaboration autour de ces projets territoriaux, en particulier les différentes postures du chercheur depuis l'élaboration jusqu'à l'évaluation, en passant par l'accompagnement.



Yuna Chiffolleau
Directrice
de recherche,
sociologue,
INRAE

Dès 2005, je me suis intéressée aux circuits courts alimentaires en tant qu'actions collectives permettant de construire une économie plus écologique, démocratique et solidaire dans les territoires. Ces travaux ont contribué à définir les contours et les objectifs des « projets alimentaires territoriaux », introduits dans la loi d'avenir agricole de 2014. Je m'intéresse depuis à leur déploiement ainsi qu'à leur évaluation en appui aux politiques publiques, et aux acteurs des territoires. Par exemple, dans le programme TERRALIM, l'étude de 12 projets alimentaires dans le Massif central nous a permis de réaliser 2 guides de bonnes pratiques à l'attention des porteurs de PAT. Ils proposent, par exemple, d'impliquer les consommateurs dans la définition et le suivi d'un cahier des charges pour les supermarchés proposant des légumes locaux, une action mise en œuvre dans le PAT porté par le Grand Clermont et le parc naturel régional Livradois-Forez.

Si les PAT ont un gros potentiel, ils impliquent souvent les mêmes types d'acteurs. Les citoyens sont au mieux consultés et prennent rarement part aux décisions. Repenser la gouvernance des PAT est un enjeu fondamental pour co-construire des innovations adaptées aux territoires et accélérer la transition des systèmes alimentaires.

➤ Valoriser les systèmes agri-alimentaires territoriaux : l'émergence des projets alimentaires territoriaux

En réponse à la standardisation de l'alimentation, émergent dès les années 1980 de nouvelles politiques publiques revalorisant l'agriculture locale et le lien entre produit et terroir : défense des races locales et des produits d'origine contrôlée, notion de « pays », puis contrats territoriaux, etc. : il s'agit d'autant de signes d'une volonté de sauvegarder et de valoriser l'activité des territoires. Au tournant du millénaire, de nombreuses initiatives locales se développent autour de la question des circuits courts. En 2010, le ministère en charge de l'agriculture lance le Programme national pour l'alimentation (PNA). Les enjeux d'une alimentation locale en lien avec le

développement des territoires sont alors intégrés à la politique nationale. La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014 crée les « projets alimentaires territoriaux », un outil de renforcement et de valorisation des systèmes alimentaires ancrés dans le territoire. S'inscrivant dans le Programme national pour l'alimentation, ils permettent de fédérer les acteurs autour d'un projet de territoire commun lié à l'alimentation, en répondant à des enjeux locaux qu'ils soient sociaux, environnementaux, économiques ou de santé. Avec les projets alimentaires territoriaux, les pouvoirs publics souhaitent renforcer les filières locales en replaçant l'agriculture et l'alimentation au cœur des territoires.

Les PAT, des formes, porteurs et thématiques multiples

En lien avec les objectifs du PNA, les projets alimentaires territoriaux ont d'abord été centrés sur l'agriculture, le foncier, les circuits courts et la restauration collective. La crise du Covid a contribué à élargir le champ des actions soutenues par l'appel à projets pour renforcer en 2022 les questions d'accès à l'alimentation et de précarité alimentaire.

Les PAT peuvent être portés par tout organisme public ou privé à but non-lucratif qui répond à des enjeux d'alimentation. Dans les faits, la grande majorité sont portés par des collectivités, en particulier par des territoires de projets ou intercommunalités.

Après la mise en œuvre de France Relance en 2021, l'enveloppe dédiée à l'appel à projets du PNA est multipliée par plus de 3 par rapport aux années précédentes. Depuis, le nombre de PAT a doublé avec le lancement de 151 PAT supplémentaires. Début 2023, le MASA avait labellisé 387 PAT. Quasiment tous les départements de France possèdent au moins un PAT ou sont en train d'en développer.



Trois questions à Cédric Prévost

Sous-directeur de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques, Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire



Quelles étaient les attentes du ministère pour ces outils de la politique publique alimentaire que sont les PAT ?

Les projets alimentaires territoriaux sont définis par la loi, avec un cadre qui en précise les grandes lignes et les objectifs principaux sans en faire un dispositif rigide (articles L1-III et L111-2-2 du Code rural et de la pêche maritime), faisant d'eux des dispositifs innovants de mise en œuvre de politiques publiques dans le cadre de démarches volontaires et ascendantes des acteurs des territoires. Les pouvoirs publics ont accompagné le déploiement de ces projets, via les appels à projets du PNA depuis 2016, puis en mettant en place un dispositif de labellisation à partir de 2017. Avec la crise Covid, les PAT sont apparus comme un instrument clef pour développer la résilience alimentaire des territoires, en favorisant l'ancrage de l'alimentation dans les territoires, d'où la mise en œuvre d'une mesure dédiée pour les accompagner dans le cadre de France Relance. On est alors passé de 41 PAT fin 2020 à plus de 400 en 2023.

Quel est le besoin de connaissances scientifiques pour les politiques publiques de l'alimentation locale en général et les PAT en particulier ?

La Direction générale de l'alimentation, et la sous-direction de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques en particulier, élabore, met en œuvre et évalue ses politiques publiques en lien étroit avec l'expertise scientifique. En particulier sur le volet sanitaire, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est mobilisée régulièrement pour évaluer les risques sanitaires liés à l'alimentation pour éclairer la décision publique. La relation avec INRAE est tout autant précieuse, que ce soit à travers le portage de l'Observatoire de l'alimentation, la réalisation d'expertises collectives structurantes ou des relations avec certains chercheurs sur des thématiques ciblées, notamment les PAT.

L'accompagnement des PAT s'est construit de façon empirique, avec la mise en place d'un projet « réseau national des PAT » piloté par l'association Terres en

villes dans un premier temps, rejoint par Chambres d'agriculture - France. Ce projet comporte un axe de travail en lien avec la recherche dans le cadre de l'Observatoire national, INRAE étant associé au comité technique et scientifique du réseau national des PAT (RnPAT). Par ailleurs, le réseau mixte technologique (RMT) « alimentation locale » contribue aux travaux relatifs aux PAT.

Pour autant, les PAT sont des projets de long terme et ne constituent un sujet de recherches que depuis assez récemment, au moins dans certains territoires. Il devient nécessaire de rassembler et partager les données existantes pour mieux les caractériser. Les besoins d'évaluation et de mesure des impacts de ces projets sur les territoires, tant sur le plan social, sanitaire, environnemental qu'économique sont croissants et ces sujets restent trop peu explorés.

Après quelques années de déploiement dans les territoires, quel futur peut-on prévoir pour les PAT ?

Comme cela a très bien été mis en avant par le récent rapport du sénateur Frédéric Marchand, le dispositif des PAT est plébiscité par la majorité des parties prenantes. Toutefois, à ce stade de déploiement des projets, qui pour la majorité d'entre eux sont encore en phase d'émergence, il reste nécessaire de consolider, structurer et amplifier le mouvement. Sans cela et sans mise à disposition de moyens humains et financiers, le risque est que la dynamique s'essouffle après l'élan donné dans le cadre de France Relance.

Dans le cadre des concertations en cours pour l'élaboration de la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC), notamment via le Conseil national de l'alimentation, les PAT sont cités comme des leviers à pérenniser et renforcer. Après une phase de déploiement territorial au cours des dernières années, leur renforcement, à travers un élargissement de leurs actions opérationnelles, devrait donc avoir toute sa place dans la déclinaison des orientations de la SNANC à travers les actions des futurs PNA et PNNS.

➤ Les projets alimentaires territoriaux et la recherche : des projets, des outils, des instances

Porteurs de projets alimentaires territoriaux et chercheurs sont de plus en plus amenés à collaborer dans le diagnostic, la mise en œuvre et l'animation des projets. Les PAT, qui peuvent inclure les différents niveaux des systèmes agri-alimentaires, productions agricoles, chaînes d'approvisionnement, alimentation et santé, etc., se relient à des champs de recherche multiples et impliquent de plus en plus de départements d'INRAE. Ainsi, les scientifiques INRAE sont toujours impliqués dans de nombreux projets de recherches partenariales



Claire Lamine
Directrice de
recherche, sociologue,
INRAE

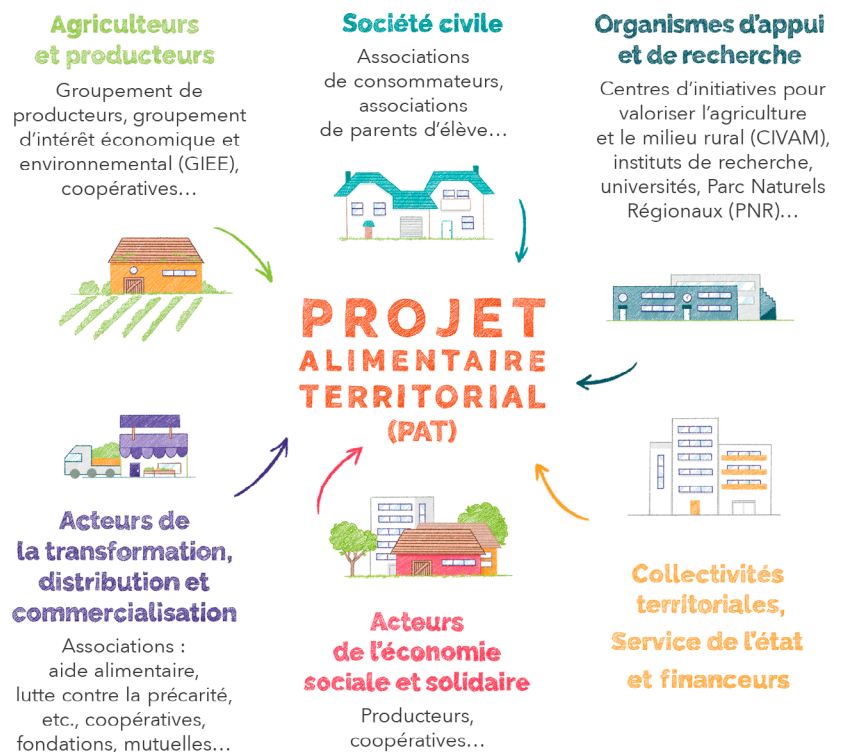
J'étudie les trajectoires d'écologisation d'agriculteurs, de politiques publiques, et de systèmes « agri-alimentaires » territoriaux. Dès 2015, j'ai rassemblé un collectif d'acteurs en Sud Ardèche pour concevoir une recherche-action sur les transitions écologiques et la reconnexion entre agriculture et alimentation. Le projet « L'assiette et le territoire » a vu le jour en 2019, porté par INRAE, 2 collectivités locales et 2 réseaux associatifs. Ses analyses ont appuyé plusieurs dossiers de candidature de PAT.

Nos recherches actuelles, qui s'inscrivent dans un réseau international (projet européen ATTER), montrent que les PAT, comme mode d'action publique, invitent à intégrer une diversité d'acteurs locaux concernés par la définition de voies de transition souhaitables. Toutefois, l'enjeu d'écologisation n'est pas toujours au premier plan et l'inclusion et la participation restent des défis majeurs. Dans la poursuite du travail en Ardèche, nous adoptons une double posture d'analyse des dynamiques en cours dans les PAT et de recherche-action *via* par exemple l'animation d'un conseil local de l'alimentation, arène d'échange articulée à un forum citoyen annuel. Cela permet de construire de nouvelles questions de recherche avec les acteurs locaux.

ou participatives en lien avec les PAT. Ces projets illustrent une triple posture de la recherche : en amont de la politique publique, par l'implication intime dans les territoires et la conception de voies d'avenir ; lors de la mise en place des projets alimentaires territoriaux par la mise à disposition des connaissances et des outils produits ; ainsi qu'en évaluant ces politiques. Leurs contributions peuvent prendre diverses formes : diagnostic de territoires, apports méthodologiques, animation des processus de concertation et de gouvernance, etc. Ils ont également permis de développer un important panel d'outils, systèmes d'informations territorialisés, observatoires ou outils de modélisation et de simulation ; ils fournissent un appui aux porteurs de projets alimentaires territoriaux. De l'analyse de filières aux questions d'aménagement du territoire, en passant par les diagnostics de précarité alimentaire, les nombreux outils sont

mobilisables tout au long de la « vie » des PAT : pour leur élaboration, pendant leur déroulement et au cours de la phase d'évaluation.

En lien avec leurs travaux de recherches et leurs implications dans les territoires, les scientifiques se sont retrouvés au cœur ou associés à de nombreux réseaux et instances nationales – réseau national des projets alimentaires territoriaux (RnPAT) ou réseau mixte technologique (RMT) « alimentation locale » – mais également locales : conseils scientifiques, conseils locaux de l'alimentation, etc. Leurs implications dans ces réseaux ont un double enjeu : pour la recherche, cette posture d'observateurs actifs permet de favoriser le lien avec les questionnements de terrain et de faire émerger des besoins de connaissances. Côté acteurs publics, ces instances leur permettent de bénéficier d'un appui scientifique sous la forme de méthodes, d'outils, etc.





Trois questions à Donald Lecomte

Chargé de mission du programme national pour l'alimentation
Au titre de la Direction régionale de l'agriculture, l'alimentation et la forêt (DRAAF) Occitanie



Quel est l'intérêt d'un PAT pour les territoires en général et pour l'Occitanie en particulier ?

Un projet alimentaire territorial permet au territoire qui le porte de déployer de nombreuses actions centrées sur l'enjeu d'une alimentation durable et de qualité. À ce titre, les PAT embrassent généralement des objectifs plus larges, sociaux, culturels, économiques ou environnementaux. Faire évoluer des modèles agricoles et alimentaires constitue un travail de longue haleine qui fait nécessairement appel à un réseau d'acteurs et doit réunir diverses compétences complémentaires. En région Occitanie, plus de 60 PAT tentent ainsi de constituer un environnement favorable à un ancrage territorial de l'alimentation.

Quel est le rôle des DRAAF pour les PAT en Occitanie ?

En Occitanie, région agricole particulièrement fragilisée et sensible au changement climatique et aux productions très diversifiées, les territoires se sont emparés des questions alimentaires bien avant l'arrivée des projets alimentaires territoriaux. La DRAAF, qui était déjà très active sur ces questions, a été motrice au lancement des PAT dès 2014.

Nous intervenons à différents stades de ces projets depuis l'accompagnement à leur conception, jusqu'à leur évaluation, en passant par l'instruction des dossiers en lien avec les demandes de financement.

Notre rôle est d'être facilitateurs, d'apporter de l'information auprès des chargés de mission PAT et de leur permettre de trouver des financements complémentaires. Nous soutenons des projets « structurants », prometteurs d'une modification durable des systèmes alimentaires.

Avec le plan France relance gouvernemental de 2021, nous avons pu donner un véritable élan aux PAT grâce à une capacité exceptionnelle de financement à hauteur de 12,5 millions d'euros sur la mesure 13, soit près de 25 fois notre budget annuel habituel.

Quels sont les apports des scientifiques dans ces PAT ?

La recherche a un lien fort avec les territoires, en particulier dans le cadre des PAT. Elle apporte des compétences techniques et vient en appui à la conduite et à l'évaluation des projets. L'implication des scientifiques est d'ailleurs un critère pour accéder à un certain niveau de labellisation.

En réalité, ces PAT sont des laboratoires qui permettent la conception et l'application de politiques alimentaires innovantes et la recherche fournit un appui à cette innovation qu'elle soit organisationnelle ou technologique.

En Occitanie, la DRAAF est en lien avec de nombreux scientifiques, dont des chercheurs de l'INRAE, et cofinance plusieurs projets de recherche ou des thèses Cifre sur les PAT. Nous cofinçons par exemple un projet INRAE qui développe un outil de diagnostic et de suivi, OUTIPAT'OC, afin d'aider les territoires à la mise en œuvre, au pilotage et à l'évaluation des PAT en Occitanie.

➤ Des projets de recherche favorisant l'élaboration des projets alimentaires territoriaux

Les recherches menées dans les territoires par les chercheurs ont participé activement à la création de plusieurs *projets alimentaires territoriaux*. Si l'objectif premier n'était pas la création d'un PAT, l'émergence de nouvelles dynamiques issues de ces projets de recherche-action constitue un premier pas vers ce qui pourrait devenir un *projet alimentaire territorial*. Ces travaux ont entre autres permis de mobiliser et de structurer des collectifs et réseaux autour d'enjeux relatifs au système alimentaire d'un territoire. Cette nouvelle gouvernance permet ainsi le passage à la mise en œuvre d'actions concrètes par la création de PAT.

UNE GOUVERNANCE À L'ORIGINE DU PAT DU GRAND CLERMONT ET DU PARC LIVRADOIS-FOREZ

Dans le cadre du projet *INVENTER*, la dynamique collective mise en œuvre a conduit le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Grand Clermont et le parc naturel régional (PNR) Livradois-Forez à élaborer

avec l'appui des chercheurs un projet alimentaire commun. Ils ont ainsi pu répondre, en 2016, à l'appel à projets du Programme national de l'alimentation.

Par la suite, le PAT a été l'un des objets observés dans le cadre d'*INVENTER* avec un suivi en temps réel de la construction du projet. Des ateliers impliquant une grande diversité d'acteurs ont permis aux chercheurs de mettre en lumière les modalités de la participation, les débats, les changements d'enjeux, etc. Les résultats ont conduit le Grand Clermont et le PNR à revoir leur approche du PAT en abordant l'alimentation de manière globale et en élargissant la gouvernance du projet.

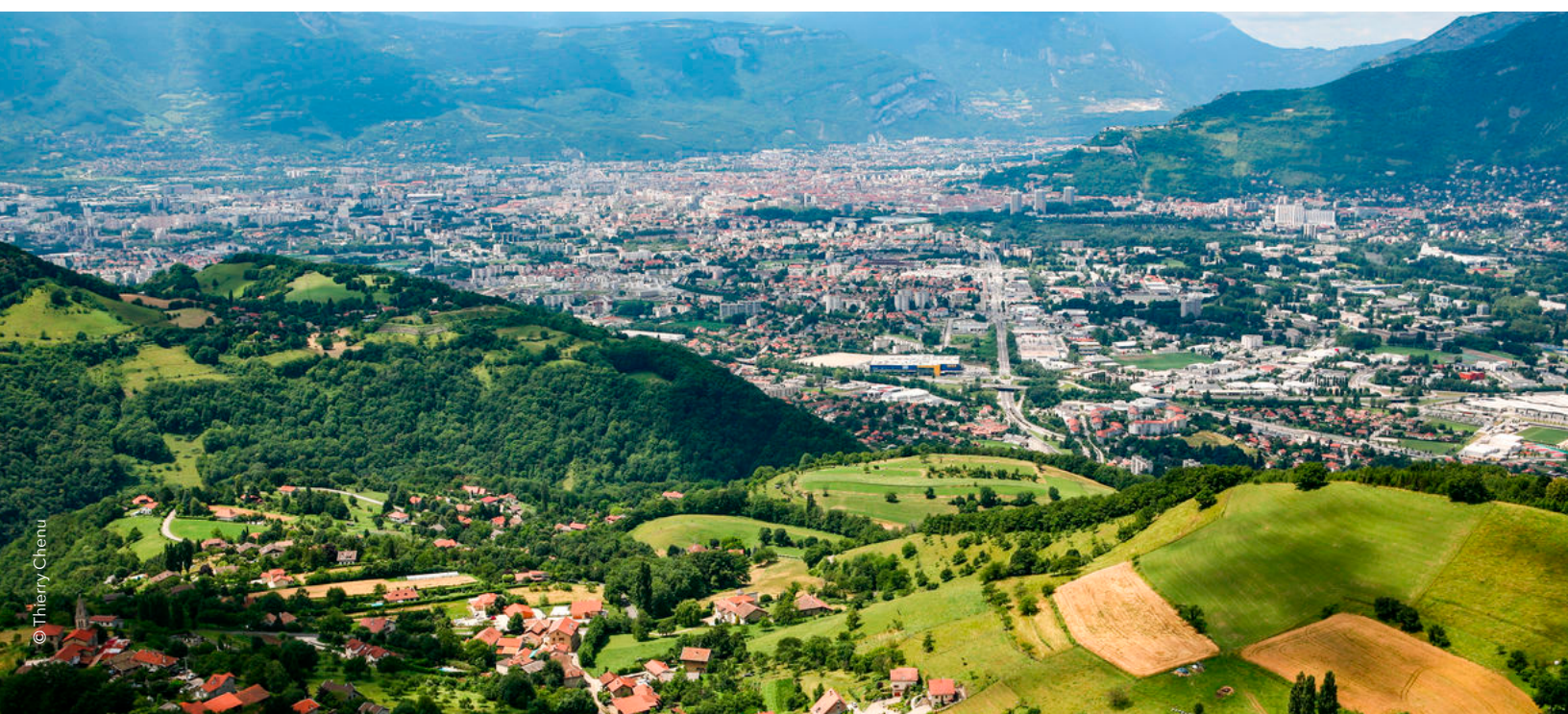
Suite au projet *INVENTER*, un collectif de chercheurs a été créé. Les membres d'unité du site clermontois contribuent aux orientations stratégiques, apportent des connaissances sur les défis du territoire et des filières, et évaluent la gouvernance du PAT. 5 premières thématiques de recherche ont d'ores et déjà été

identifiées pour nourrir les travaux du comité de chercheurs.

LE DÉVELOPPEMENT DE PLUSIEURS PAT EN ARDÈCHE MÉRIDIONALE

Le projet de recherche-action *L'assiette et le territoire* s'est construit sur la base d'un partenariat de longue durée avec les acteurs du territoire de l'Ardèche méridionale. Dans le cadre de ce projet, une analyse a été réalisée pour enrichir les réflexions autour de la prospective alimentaire portée par le PNR des monts d'Ardèche. Les résultats de celle-ci ont alimenté les candidatures de plusieurs *projets alimentaires territoriaux* intercommunaux en 2021.

Le groupe « plénier » de 25 acteurs, représentant les différents segments du système qui avait été créé pour le projet, a finalement été transformé en *conseil local de l'alimentation*. Il porte des réflexions sur les modalités de mise en œuvre de la transition agri-alimentaire en Ardèche méridionale, notamment par le biais des PAT.



Les réseaux nationaux et instances locales autour des projets alimentaires territoriaux

LE RÉSEAU NATIONAL DES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX EN APPUI AUX PORTEURS DES PROJETS

Le Réseau national des projets alimentaires territoriaux (RnPAT) a été créé en 2014 avec pour objectif d'analyser le dispositif PAT, de faciliter les partages d'expériences et la co-construction au sein du réseau des porteurs de ces projets et de mettre à disposition des outils. Financé par le ministère en charge de l'agriculture, il est co-piloté par Terres en villes et Chambres d'agriculture France. Le RnPAT est un méta-réseau adossé sur les projets Mobilisation collective pour le développement rural du réseau rural français.

Le Réseau national des PAT collabore depuis sa création avec le monde de la recherche et notamment INRAE afin d'avoir un appui méthodologie et conceptuel et de développer des outils adaptés aux besoins des porteurs de projet.

LE RÉSEAU MIXTE TECHNOLOGIE « ALIMENTATION LOCALE », VALORISER LES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES

L'intérêt et les questionnements des acteurs autour des « chaînes alimentaires courtes de proximité » et de l'alimentation durable ont appelé, en 2015, la création d'un Réseau mixte technologique (RMT) « Alimentation locale ». Financé par le ministère en charge de l'agriculture et affilié à l'ACTA, il réunit une trentaine d'acteurs de la recherche, du développement et de la formation. Le RMT porte une mission de transfert des connaissances scientifiques et est un relais pour l'application des méthodes et outils scientifiques sur le terrain.

Même s'il n'est pas dédié aux projets alimentaires territoriaux, le RMT représente un centre de ressources pour les porteurs de PAT du fait des thématiques abordées. Le RMT « Alimentation locale » propose également une sélection de projets de recherche et développement sur les chaînes alimentaires courtes de proximité et les thèmes associés, qui appuient la réflexion des 6 groupes de travail du RMT.

L'IMPLICATION DES CHERCHEURS DANS DES INSTANCES LOCALES : DU CONSEIL À L'ACCOMPAGNEMENT

Des conseils scientifiques aux comités de pilotage

Fort de leurs interactions avec les chercheurs sur le terrain, certains porteurs de PAT ont souhaité intégrer des scientifiques INRAE à leur comité de pilotage. Cette instance a pour objectif de prioriser et valider les objectifs et axes du PAT ainsi que sa gouvernance, l'organisation de ses groupes de travail et son calendrier. En articulation avec les comités de pilotage, certains PAT ont mis en place des conseils scientifiques. D'ampleur plus ou moins importante, ils sont composés de chercheurs et d'experts locaux issus de différentes disciplines.

À la demande des acteurs, la recherche apporte un cadrage scientifique et veille à la prise en compte des innovations et des défis de la transition écologique et sociale dans le PAT. Ces appuis scientifiques permettent également d'avoir un regard d'observation et d'analyse sur la méthodologie et le déroulement du processus des projets. Pour les chercheurs, ces instances sont une nouvelle opportunité de lier les problématiques de terrain et la recherche.

Conseil local de l'alimentation

Dans certains territoires sont mis en place des instances pérennes de consultation, de suivi et de mise en œuvre des PAT, tels que les conseils locaux de l'alimentation (CLA). Ils couvrent les différentes thématiques des systèmes alimentaires et rassemblent une diversité d'acteurs d'un territoire autour de la thématique « alimentation » : décideurs publics, scientifiques, associations, citoyens, etc. Ils peuvent être initiés par les collectivités territoriales, ou, comme dans le cas ardéchois, être une instance indépendante. L'expérience montre que dans leur composition et leur phase de mobilisation, une attention particulière doit être portée à l'équilibre entre acteurs institutionnels et économiques (associatifs et citoyens), ainsi qu'au mélange entre acteurs « mandetés » par des structures et acteurs « concernés » par la thématique (citoyens, agriculteurs, cuisiniers etc.).

Les chercheurs INRAE en appui aux *projets alimentaires territoriaux* : focus sur quelques projets de recherche

PROJET PSDR INVENTER (2016-2019)

<https://www.psd-r-inventer.fr/>



UMR Territoires



14 partenaires



Région Auvergne

Intégré au Programme de recherche pour et sur le développement régional (PSDR), le projet de recherche-formation-action « INVENTER » a eu pour objectif de développer de nouvelles formes de gouvernance territoriale autour des systèmes alimentaires. *INVENTER* a étudié comment les actions collectives sont coordonnées et les processus de gouvernance sont gérés, ainsi que les configurations territoriales qui favorisent l'émergence d'initiatives locales innovantes.

Les livrables produits accompagnent les acteurs dans la mise en œuvre d'actions collectives leur permettant de mieux identifier les dispositifs à mettre en place, les apprentissages à tirer, ainsi que les nouvelles méthodes de travail collectif.

En savoir plus :

La présentation du projet en vidéos.

Ouvrage numérique « Comment adapter et hybrider les démarches participatives dans les territoires ? »

PROJET FOODSCAPES (2017-2021)

<https://www.foodscapes.fr/>



UMR MoISA & Innovation



7 partenaires



Fondation Agropolis, Région Occitanie & Montpellier Méditerranée Métropole

En collaboration avec la métropole de Montpellier, les chercheurs INRAE ont développé le projet « Foodscapes ». Son objectif : analyser les effets de la diversité des paysages alimentaires en ville, commerces alimentaires, marchés, jardins partagés, etc., sur les consommations, représentations et pratiques alimentaires. Il a développé plusieurs axes : la géographie des paysages alimentaires, l'impact des jardins partagés, l'enquête « Mont' Panier » sur les comportements d'achat des ménages.

En savoir plus :

Bilan final du projet Foodscapes : connaître les paysages alimentaires des habitants.

Les résultats du projet présentés en vidéos.

PROJET L'ASSIETTE ET LE TERRITOIRE (2019-2021)

<https://www.assiette-territoire.com/>



Unité Écodéveloppement



Fondation de France



5 partenaires

Le projet de recherche-action « L'assiette et le territoire » associe INRAE, le PNR des monts d'Ardèche et le pays de l'Ardèche méridionale ainsi que deux réseaux associatifs : les CIVAM et le collectif Pétales07. L'étude de la transition du système agri-alimentaire territorial du centre-sud Ardèche a pris plusieurs formes : analyses de trajectoires, ateliers de conception, réunions publiques autour de la

restauration collective, etc.

Le collectif du projet, composé de 25 personnes incarnant les différents maillons du système alimentaire territorial, a co-écrit une analyse historique de la trajectoire de ce système, un manifeste *Pour une transition agri-alimentaire juste et écologique en sud Ardèche* identifiant les enjeux majeurs de cette transition, et un film, récit de la recherche-action. Il est aussi à l'origine d'un forum local de l'alimentation désormais annuel.

En savoir plus :

Synthèse du projet.

Les ressources concrètes pour l'action.

Les synthèses des forums locaux de l'alimentation en Sud Ardèche.

PROJET SCALABLE (2021-2024)

<https://www.projet-scalable.fr/>



Unité LESSEM & UMR Agir



Ademe



5 partenaires

Le projet « Scalable » vise à mieux comprendre le métabolisme du système agri-alimentaire (SAA), impliquant les flux de matières et d'énergie en jeu dans son fonctionnement et l'organisation des opérateurs économiques. Il fait suite aux projets Boat et AF Filières pour approfondir la question des vulnérabilités matérielles et organisationnelles des SAA, notamment des filières. Il se déploie à trois échelles : nationale, régionale, et du PAiT de la grande région grenobloise. Pour le PAiT, un important travail d'enquête de terrain est en cours auprès d'exploitations agricoles et d'opérateurs de la transformation des filières lait, viande et grandes cultures. Il servira à préparer des ateliers d'échange sur les vulnérabilités des filières et du SAA et les leviers d'action envisageables à différents niveaux d'organisation. Le projet vise également à consolider un outil de diagnostic territorial des SAA mis en place dans le projet Boat : SI-BOAT (cf. page 16).

En savoir plus :

Présentation complète de l'outil SI-BOAT

PROJET SEREALINA (2021-2026)



UMR ETTIS



Ademe & Région
Nouvelle-Aquitaine



19 partenaires

Le projet « Serealina » s'intéresse aux enjeux de sécurité et de résilience alimentaire en Nouvelle-Aquitaine. Il porte un double objectif : d'une part, le diagnostic du système et de la sécurité alimentaire des territoires néo-aquitains et d'autre part, l'identification des leviers pour une meilleure sécurisation alimentaire et une plus grande durabilité du développement des territoires. L'analyse de la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires se fera à 3 échelles : la région, les acteurs qui participent aux systèmes alimentaires et les territoires qui composent la région. Le volet analyse des PAT est porté par INRAE. Encore en cours, le projet a cependant déjà permis de réaliser le diagnostic du système alimentaire de la Nouvelle-Aquitaine.

En savoir plus :

Le diagnostic du système alimentaire de la Nouvelle-Aquitaine : un [ouvrage](#) et une [vidéo](#).

PROJET GATO (2020-2022)



UMR Agir & Innovation



Région Occitanie

PROJET GATO (2020-2022)

Le projet « GATO » a permis d'analyser la variété des candidatures aux appels d'offre du PNA grâce à une convention avec la DRAAF Occitanie. Il s'est intéressé aux dynamiques de gouvernance qui structuraient 5 projets alimentaires territoriaux aux enjeux et degrés de maturité différents. 2 étaient portés par des communes, les villes d'Albi et de Castelnaudary, et 3 par des « groupements de communes » : communauté d'agglomération du Grand Narbonne, PETR Pays Cœur d'Hérault et le Pôle territorial de l'Albigeois et des Bastides. Il a également permis d'étudier l'émergence de nouveaux acteurs de la transformation pour l'approvisionnement de la restauration collective, les légumeries, et l'implication des acteurs de la lutte contre la précarité sociale. Les résultats de ces différents travaux ont été restitués lors d'un webinaire ouvert aux personnes enquêtées ainsi qu'à tous les chargés de mission PAT de la région Occitanie.

En savoir plus :

[Synthèse](#) du projet.

PROJET TORSADES (2019-2021)



Unité Aster &
UMR SADAPT



Programme INRAE/
CNRS MUTALIM

Le projet « Torsades » a eu pour objectif de préciser les modalités, les impacts, les contraintes et les leviers d'une reconnexion entre production agricole durable et consommation alimentaire. Une méthode d'analyse des systèmes alimentaires territoriaux a été développée pour tenir compte des flux de matières échangées, de la diversité et de l'organisation spatiale des exploitations agricoles, ainsi que de leurs circuits de commercialisation et des relations entre des acteurs à l'échelle locale. Le projet s'est appuyé sur 3 situations contrastées du nord-est de la France : le périurbain de l'ouest parisien, la Brie dite « laitière » et l'ouest vosgien. Les travaux ont permis de mettre en discussion l'analyse de la situation actuelle et des alternatives de reconnexion agriculture-alimentation avec des acteurs diversifiés des 3 territoires.

En savoir plus :

Le projet en [9 fiches](#) de synthèse.
La [restitution](#) sous forme de livret du séminaire d'interaction des chercheurs avec les acteurs des 3 territoires.

➤ Une posture d'accompagnement : l'apport de connaissances conceptuelles et méthodologiques



Richard Bonin
Responsable
service culture et
économie durable,
Parc naturel
régional des monts
d'Ardèche



Florence Dodet
Ex-chargée de
mission agriculture,
forêt et urbanisme
rural exemplaire et
marque Valeurs,
Parc naturel
régional des Monts
d'Ardèche

Notre PNR s'est emparé des questions d'alimentation dès 2010. En tant que PNR, nous avons une mission d'expérimentation et un conseil scientifique, et donc des liens très forts avec la recherche. Ainsi, nous avons très vite saisi les scientifiques, notamment des sociologues, afin d'accompagner notre territoire dans le déploiement de leurs politiques alimentaires.

Avec INRAE, partenaire privilégié en matière d'alimentation, nous avons collaboré sur une prospective alimentaire territoriale et un projet de recherche, l'Assiette et le territoire, portant sur la gouvernance et les trajectoires alimentaires. Ces 2 démarches ont largement contribué à la création de projets alimentaires territoriaux, qui n'existaient pas en Ardèche avant 2019. Notre PNR n'étant pas un bassin de vie, nous avons choisi appuyer l'émergence des PAT dans les intercommunalités plutôt que d'en être porteurs. Aujourd'hui, 8 des 10 intercommunalités du parc ont des PAT.

En lien avec la recherche, le Parc s'engage pour accompagner les intercommunalités avec par exemple, le financement de thèses Cifre ou le projet international ATTER pour le développement d'un réseau sur la territorialisation. Traiter ces questions sous l'angle de la recherche est aussi un moyen de prendre de la hauteur.

Les scientifiques se sont mobilisés afin d'accompagner la création et la mise en œuvre de projets alimentaires territoriaux. Ces projets de recherche « pour » les PAT ont été construits en lien avec les besoins des acteurs locaux sur le terrain. Avec ces nouvelles modalités d'interactions chercheurs-acteurs, les scientifiques ont renforcé leur posture d'accompagnement des processus et de production de connaissances pour l'action. Ces recherches ont mobilisé les parties prenantes et la population pour co-construire une stratégie alimentaire territoriale.

LES PAYSAGES ALIMENTAIRES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Dans le cadre du développement du projet alimentaire territorial de Montpellier, la métropole a cherché à identifier les leviers d'action dont elle dispose pour accompagner ses habitants vers des habitudes alimentaires saines et durables prenant en compte les inégalités sociales et spatiales dans l'accès à l'alimentation. Dans le cadre du projet *Foodscapes*, l'analyse des liens entre la diversité des paysages alimentaires et les comportements alimentaires a permis à la métropole d'élaborer des stratégies de développement urbain

et de planification commerciale. Les résultats des recherches ont identifié certains éléments des paysages influençant positivement les habitudes alimentaires, comme par exemple la présence de primeurs.

LES VULNÉRABILITÉS DU SYSTÈME AGRI- ALIMENTAIRE DU PAIT DE LA GRANDE RÉGION GRENOBLOISE

Le projet *Scalable* a été construit afin d'approfondir la question des vulnérabilités matérielles et organisationnelles des systèmes agri-alimentaires à l'échelle de territoires, dans ce cas du périmètre du projet alimentaire interterritorial (PAiT) de la grande région grenobloise. Le système d'information territorialisé SI-BOAT a été mobilisé pour un premier diagnostic du système agri-alimentaire du PAiT. Le projet associe les membres du PAiT, INRAE, INRIA, AuRA-EE et la société Terriflux. L'animatrice du PAiT prend part au comité de pilotage du projet *Scalable*, tout comme la coordinatrice du projet *Scalable* participe aux comités de pilotage du PAiT, et à des groupes de travail, notamment sur l'état des lieux du système agri-alimentaire du PAiT.

Ici.C.Local, une marque INRAE pour valoriser les produits locaux

En 2008, la municipalité de Grabels (34) décide de créer un marché pour redynamiser son centre-ville et fait appel à INRAE (UMR Innovation). Avec la municipalité, les chercheurs développent la marque Ici.C.Local pour signaler et valoriser les produits locaux issus de circuits courts. Marque collective, Ici.C.Local est coordonnée à l'échelle nationale par INRAE et gérée dans les territoires par des relais locaux : chambres d'agriculture, collectivités ou même collectifs de consommateurs. Outil de dialogue et de coopération autour des circuits courts, la marque devient un outil important pour les PAT. Déjà présente dans de nombreuses communes de l'Hérault, l'Aveyron, le Var, le Gard, l'Ardèche et la Haute-Garonne, Ici.C.Local se déploie aussi dans les grandes villes à travers leurs PAT.

➤ La recherche « pour » les projets alimentaires territoriaux : offrir un regard sur la diversité des dynamiques territoriales

En dehors de leur implication dans l'émergence et le développement des projets alimentaires territoriaux, les scientifiques s'intéressent aux projets alimentaires territoriaux en tant qu'objets de recherche. Les travaux portent sur l'analyse de PAT, mettent en relation ou comparent plusieurs PAT, voire comparent leurs modalités de mise en œuvre et de gouvernance avec celles de politiques publiques d'autres pays.

La position d'observateurs des scientifiques permet de porter un regard critique sur les dynamiques et modalités de mise en œuvre. La question de la gouvernance de ces PAT, enjeu phare de leur efficacité, a particulièrement été développée par les chercheurs.

Les résultats de ces recherches contribuent aux dynamiques locales. L'analyse de leurs pratiques et de leur gouvernance, ainsi que la diffusion de connaissances et d'éléments de méthode peuvent appuyer la construction de nouveaux projets de territoire.

LES DYNAMIQUES DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRES EN OCCITANIE

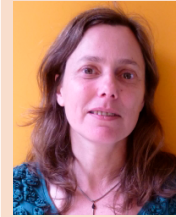
Le projet *GATO* a permis d'analyser les interactions construites ou favorisées par 5 projets alimentaires territoriaux d'Occitanie : types d'acteurs, composantes du système alimentaire, lieux et échelles, etc.

Ce projet a identifié la forte implication de la société civile dans les initiatives alimentaires locales. Les associations portaient en effet près de la moitié des propositions d'action dans le champ alimentaire des appels à projet du PNA en Occitanie avant 2020. Leur implication dans la gouvernance des projets alimentaires territoriaux étudiés paraissait souvent plus limitée et plus périphérique, en partie par manque de ressources et de temps. In fine, ce projet de

recherche met en lumière la nécessité de renforcer les liens entre les différentes initiatives de reterritorialisation de l'alimentation pour une meilleure gouvernance.

UNE ANALYSE DES SYSTÈMES AGRI-ALIMENTAIRES DURABLES DU NORD-EST DE LA FRANCE

Le projet de recherche *Torsades* a permis une analyse des systèmes agri-alimentaires de 3 territoires du nord-est de la France. Dans 2 de ces territoires, le périmètre d'étude a été le PAT avec le cas du plateau de Saclay dans l'ouest parisien et un PAT en préparation couvrant 4 communes dans l'ouest vosgien. Il a contribué à soutenir les réflexions des acteurs du terrain en apportant, sous forme de fiches, des clés sur la compréhension de leur propre territoire, individuellement ou au regard des 2 autres terrains d'étude. Dans le cadre de ce projet, la méthode de « recensement géolocalisé des exploitations agricoles en transition à l'échelle du territoire » (ReGATERR®) a été testée. Elle a eu pour objectif d'analyser les acteurs des systèmes agri-alimentaires et leurs interactions sur le territoire du futur PAT de l'ouest vosgien.



Isabelle Duvernoy
Chargée de recherche,
géographe, INRAE

En tant que géographe, je m'intéresse aux transformations des systèmes agricoles en territoires urbains et périurbains.

De 2020 à 2022, j'ai étudié l'incidence des politiques territoriales alimentaires en région Occitanie dans le cadre du projet *GATO* avec les chercheurs des UMR Agir et Innovation. L'analyse de l'organisation de 5 projets alimentaires territoriaux en zone rurale a permis aux chercheurs de reconstruire les trajectoires de la question agri-alimentaire dans chaque territoire. 2 questions qui interrogent les acteurs du territoire ont également été développées par les chercheurs du projet : 1) les légumeries, un nouvel outil de transformation, mais aussi un nouvel intermédiaire entre producteurs et consommateurs ; 2) la justice alimentaire et le travail social.

Les projets alimentaires territoriaux intègrent et structurent un vaste panel d'actions et nécessitent d'y consacrer des moyens et du personnel. Ils sont également des outils pour introduire les transitions agri-alimentaires et écologiques. Leur articulation et cohérence avec d'autres politiques publiques, comme les plans climat-air-énergie territoriaux par exemple, sont d'importants enjeux pour les territoires.



SÉCURITÉ ET RÉSILIENCE ALIMENTAIRE EN NOUVELLE-AQUITAINE

En 2016, la région Nouvelle-Aquitaine a sollicité INRAE afin de les accompagner dans la mise en œuvre le PAT du Grand Bergeracois, premier PAT de la région. Suite à cette première collaboration et dans le cadre du développement des PAT sur le territoire, le projet *Agriculture*

de proximité et politiques alimentaires locales (APPAL) a vu le jour. Le volet développé par les chercheurs INRAE a évalué l'impact de plusieurs PAT sur l'action publique locale et la démocratie de l'alimentation. Depuis 2021, le projet de recherche *Serealina* analyse la durabilité et la résilience des systèmes alimentaires, spécifiquement en Nouvelle-Aquitaine. Le rôle des PAT

dans ces dynamiques est développé par l'unité ETTIS.

Ces collaborations ont mené à développer un partenariat avec le Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine. Ce centre de ressources financé par la région accompagne les territoires dans les projets de développement, dont les PAT. Il fait appel aux chercheurs INRAE afin d'accompagner la réflexion des porteurs de projets.

➤ La recherche et les projets alimentaires, de nouvelles perspectives

Très tôt, la recherche s'est intéressée aux systèmes agri-alimentaires territoriaux, souvent en étudiant et en participant à des initiatives locales innovantes. Avec les projets alimentaires territoriaux, la puissance publique souhaite donner une nouvelle dimension aux systèmes agri-alimentaires locaux. Ainsi, l'implication des chercheurs dans cette dynamique permet aux acteurs de bénéficier d'une perspective éclairée au fil du temps par l'analyse et l'accompagnement de dynamiques collectives dans les territoires.

Les travaux de recherche ont permis et permettent encore de développer de nombreuses méthodes et outils aux finalités variées : diagnostic, simulation, suivi, évaluation. Envisager les liens, complémentarités, spécificités et perspectives de ces outils est un défi de la recherche pour mieux articuler, mutualiser et pérenniser les données, les connaissances et les analyses. Un autre objectif des scientifiques est de rendre mieux visibles ces outils d'appui à l'action publique afin qu'ils soient davantage utilisables et utilisés par les porteurs de politiques alimentaires. L'opérationnalité et la mise à disposition des outils développés par la recherche sont souvent lourdes et longues. L'accès aux bases de données publiques est parfois compliqué à obtenir et le *Règlement général sur la protection des données* (RGPD), encadrant le traitement des données personnelles, alourdit le processus

d'obtention des données et de mise à disposition des outils.

L'évaluation par la recherche des transitions agri-alimentaires dans les territoires, notamment dans le cadre de projets alimentaires territoriaux, met en lumière les avancées et limites de ces nouvelles dynamiques. Fin 2022, un collectif de 28 chercheurs INRAE du département ACT a réalisé un *position paper* sur l'expérience des chercheurs dans l'accompagnement et l'analyse des dynamiques collectives qui se construisent dans les territoires autour de systèmes agri-alimentaires, notamment dans le cadre de PAT. Ce travail, s'intégrant à un ouvrage du RnPAT, a en particulier permis de montrer que l'implication d'une multitude d'acteurs autour de ces projets favorise des « innovations institutionnelles et sociales ». Néanmoins, les modalités de gouvernance et notamment l'absence de la société civile et des acteurs économiques dans la prise de décision ne permettent pas une modification durable des systèmes.

Certaines pistes sont encore à approfondir, notamment les actions en faveur de la justice sociale et la solidarité alimentaire, enjeux renforcés par la crise de la Covid-19. Pour ce faire, l'expérimentation de dispositifs innovants, comme une sécurité sociale de l'alimentation par exemple, nécessitera de mobiliser la recherche en partenariat avec les territoires afin d'accompagner et d'évaluer ces démarches. ■

Références et sources générales

Marchand F., Chabanet D., Projets alimentaires territoriaux « Plus vite, plus haut, plus fort ». Juillet 2022.

Darrot C., Maréchal G., Bréger T., Rapport sur les projets alimentaires territoriaux (PAT) en France : état des lieux et analyse. 2019.

Chiffolleau Y., Loudiyi S., Wallet F., Baritau V., Barataud F., Dourian T., Duvernoy I., Gonçalves A., Lamine C., Melot R., Morel K., Perrin C., Sanz Sanz E., Schott C. Des actions collectives pour l'alimentation locale aux projets alimentaires territoriaux : entre innovations et déceptions. 2022.

Corade N., Lemarié-Boutry M., Les projets alimentaires de territoire : entre reconfiguration des territoires et nouvelles relations villes/campagnes, 2020.

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Près de 400 projets alimentaires territoriaux (PAT) reconnus par le ministère au 1^{er} janvier 2023.

Témoignages et entretiens scientifiques avec : Yuna Chiffolleau, Nathalie Corad, Nicolas Dumoulin, Isabelle Duvernoy, Sylvie Huet, Claire Lamine, Salma Loudiyi, Sophie Madelrieux, Caroline Méjean, Sophie Nicklaus.

Séminaire « Outils de diagnostic territorial des systèmes agri-alimentaires » de la grande orientation scientifique 3 du département ACT. Janvier 2023.

Outils de diagnostic, de modélisation et observatoires : des outils INRAE en appui aux projets alimentaires territoriaux



Sophie Madelrieux
Ingénieure de recherche sur les interactions entre filières agro-alimentaires et territoires, LESSEM, INRAE

Le sénateur Marchand, lors de sa mission ministérielle sur les PAT (rapport final de juillet 2022), note le manque d'outils de diagnostic ou d'évaluation

à disposition des PAT, ce qui se traduit par la recommandation : « R.7 Création d'un portail France PAT [...] accueillant des outils utiles aux PAT et les données issues de l'observatoire des PAT, à structurer également ». Or il y a des outils, mais ils ne sont pas toujours visibles, d'où l'enjeu pour le département ACT de les relier et de les faire connaître, au moment justement où le RnPAT se pose la question de la forme que pourrait prendre ce portail numérique « France PAT ».

Début 2023, une journée sur les outils de diagnostic territorial de systèmes agri-alimentaires déployés dans le département ACT a permis de mieux les identifier et les caractériser. Les unités déploient ainsi 3 types d'outils pour accompagner les PAT :

- des systèmes d'information territorialisés qui permettent, en entrant le périmètre de son territoire (liste des communes), d'accéder à de nombreuses informations socio-économiques et indicateurs thématiques qui peuvent être exportés, visualisés sous forme de graphes ou de cartes, et être mobilisés pour des phases de diagnostic et de suivi des évolutions.
- des observatoires qui permettent de géolocaliser des opérateurs de la production, de la transformation et de la distribution contribuant aux circuits courts et de proximité, ou à l'agriculture biologique, et sur cette base, de produire diverses analyses de ces circuits et de leurs poids.
- des outils de modélisation/simulation qui permettent d'approfondir la question de l'usage des sols, et de la localisation des aires de production à destination des circuits de proximité.

ZOOM SUR LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Indice territorial de précarité alimentaire
Coline Perrin et Claire Néel
(INNOVATION)



ZOOM SUR LA CONSOMMATION

La population qui mange
Barbara Redlingshöfer et Caroline Petit
(SADAPT)



ZOOM SUR LA PRODUCTION AGRICOLE

RPG Explorer

Philippe Martin et Baptiste Girault
(SADAPT)

Potentiel de production agricole locale
Esther Sanz-Sanz (ECODEVELOPPEMENT)

Observatoire des exploitations agricoles en transition :
REGATERR® / OFALIM

Céline Schott et Pierre Guillemin (ASTER)

GéoPAT

Nicolas Dumoulin (LISC)



APPROCHE GLOBALE

Système d'information territorialisé dédié aux territoires : SIDDT

Frédéric Bray (LESSEM)



ZOOM SUR LES LIENS LOCAUX PRODUCTION/CONSOMMATION

Potentiel d'approvisionnement local
Esther Sanz-Sanz
(ECODEVELOPPEMENT)

Observatoire des systèmes alimentaires territorialisés : ObsAT
Grégori Akermann et Manon Pradère
(INNOVATION)



ZOOM SUR LES FILIÈRES

Système d'information sur les systèmes agri-alimentaires des territoires : SI-BOAT
Myriam Grillot, Pierre Casel et Sophie Madelrieux
(AGIR et LESSEM)



Les systèmes d'informations territorialisés

APPROCHE GLOBALE

Un système d'information dédié aux territoires (SIDDT), pour un diagnostic global

<https://siddt.inrae.fr/>

Unité LESSEM

opérationnel

Développé à partir de 2005, le système d'information dédié aux territoires (SIDDT) permet de réaliser des diagnostics de territoire. Les données nourrissant cet outil sont collectées à partir de diverses sources (INSEE dont la base Sirene, Agreste dont le recensement agricole [RA], IGN dont le registre parcellaire graphique [RPG], Agence Bio, SITADEL...), puis consolidées, et mises en relation afin de proposer des analyses automatisées.

Accessible gratuitement en ligne, il permet à une multitude d'acteurs de produire des indicateurs synthétiques pour l'aide à la décision : chiffres, graphiques, cartes interactives, etc., à partir des 1 200 informations disponibles par commune. SIDDT couvre la France métropolitaine, et sera bientôt étendu aux DROM-TOM. Il offre la possibilité de personnaliser son territoire d'étude à partir d'une liste de communes, ou d'un zonage officiel. Il est également

possible aux utilisateurs d'intégrer leurs propres données pour enrichir l'analyse. Au-delà des données du RA, RPG, Sirene, Agence bio, il est possible de calculer également, par exemple, le temps d'accès aux commerces alimentaires.

The screenshot shows the SIDDT web interface. At the top, it says 'SIDDT Système d'Information Dédié aux Territoires' and 'Mieux comprendre son territoire - Aide au Diagnostic de territoire'. A QR code is in the top right. The main area features a map of France with a red circle highlighting a 'Territoire Personnalisable'. Below this, there are icons for 'Multisource' (Insee, INPN, IGN, agreste) and a list of data: 35000 communes, 22000 Variables, 1500 Indicateurs, and 20 documents types. To the right, there are icons for a spreadsheet, a bar chart, and a map. Below these, it says 'Résultat' with a list: Chiffres, Graphiques, Cartes, Fichiers. At the bottom, there are logos for LESSEM and INRAE, and contact information for Frédéric Bray and André Torre.

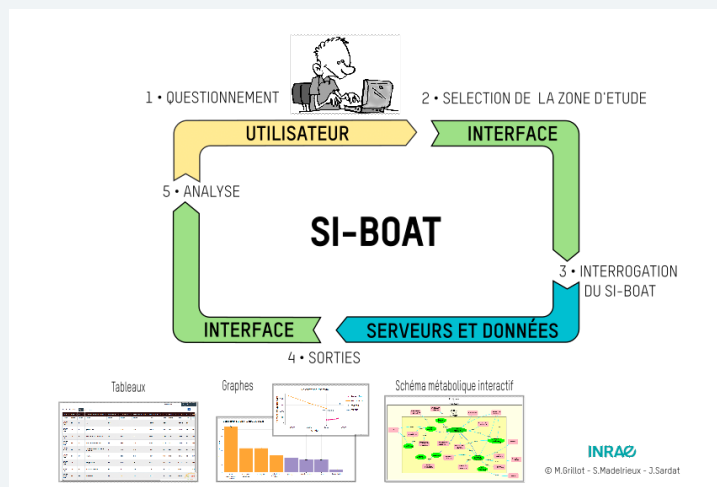
Un système d'information pour un premier diagnostic du système agri-alimentaire d'un territoire (SI-BOAT)

<https://siddt.inrae.fr/siboat>

Unité Agir & LESSEM

opérationnel

L'outil SI-BOAT fonctionne sur des principes similaires à ceux de SIDDT. Il permet d'approfondir les dimensions agricoles et des filières de valorisation des productions agricoles présentes sur un territoire. Il donne accès à 4 dimensions des SAA : acteurs et flux, ancrage au territoire, autonomie, et empreintes. En fournissant les données sous forme d'indicateurs, mais également en permettant d'exporter les données pour calculer d'autres indicateurs ou les cartographier, SI-BOAT permet une prise en main des données nationales déjà disponibles sur le territoire sur ces dimensions. Il s'agit d'un premier pas vers un diagnostic plus complet qui nécessitera expertises et données locales.



CARACTÉRISER LES CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES

Un outil numérique de diagnostic et de modélisation de la population qui mange


Unité SADAPT en développement

Le réseau de recherche sur la population et sa consommation alimentaire dans les territoires urbains (POPCORN), intégré au métaprogramme Bioéconomie pour les territoires urbains (BETTER), a pour objectif de quantifier et de caractériser la consommation alimentaire de la population d'un territoire afin d'établir des liens avec les flux de matières, allant de la production agricole jusqu'à la production de déchets et d'émissions.

Pour ce faire, les chercheurs développent un outil de diagnostic de la consommation alimentaire aux échelles communales et supra-communales. Fondé sur des données publiques intégrées au sein d'une seule base, cet outil Web fournit une analyse globale de la consommation sur le territoire. Il permet de recenser les consommateurs selon différentes catégories en fonction de leur présence dans le territoire et fournit des indicateurs sur le contexte socio-économique. Les chercheurs développent

également une interface cartographique pour la sélection du territoire et la visualisation des résultats. Encore en développement, l'outil est actuellement réservé aux chercheurs du consortium.

Sélection du territoire



Sélectionner sur la carte ou rechercher le territoire

Choisir une année

Choisir une entité territoriale

Indiquer le code de département

Rechercher

Sélectionner le type d'assiette

Importer un territoire sous csv

Exporter le territoire en fichier csv

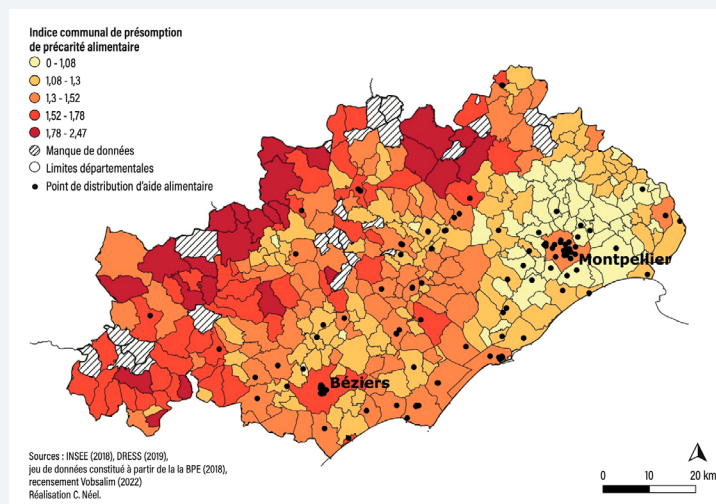
METTRE EN LUMIÈRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Un outil de diagnostic et de dialogue territorial autour de l'enjeu d'accessibilité alimentaire

Unité Innovation en développement

Afin d'aider les acteurs publics et associatifs à animer un dialogue territorial autour des inégalités d'accès à l'alimentation et à mener des actions adaptées, les chercheurs INRAE développent un outil de diagnostic des facteurs de précarité alimentaire à l'échelle communale.

D'abord conçu dans le cadre du projet Vobsalim34, initié par le Département de l'Hérault en partenariat avec la Chaire UNESCO Alimentations du monde, l'outil est actuellement en cours d'adaptation à l'échelle nationale, à travers le développement d'une plateforme en libre accès permettant aux acteurs d'obtenir un diagnostic pour un périmètre choisi.



Les observatoires

FAIRE LE LIEN ENTRE PRODUCTION ET CONSOMMATION

L'observatoire des systèmes alimentaires territorialisés (ObsAT)

<https://obsat.org>

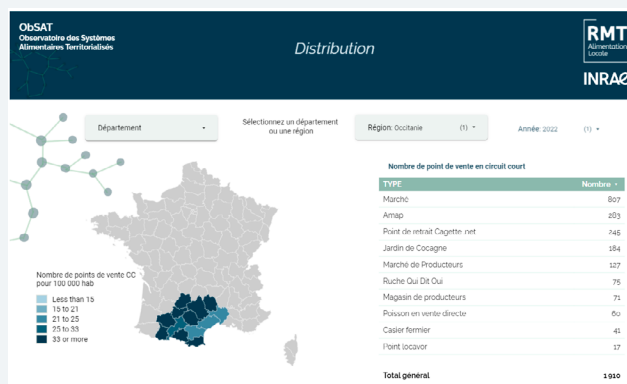
Unité Innovation

opérationnel

L'Obsat a vocation à répondre aux besoins des acteurs des politiques publiques alimentaires mais également des acteurs du développement agricole et des acteurs de l'enseignement et de la recherche. Il permet d'avoir accès à des données pour mettre en œuvre des actions cohérentes avec les besoins et contraintes des territoires.

Construit suite au projet READY, l'ObsAT s'intéresse à 3 dimensions des SAA : la production, la transformation et la distribution. Cet outil a été décliné à l'échelle territoriale sous la forme de l'outil PAT'OC à destination des PAT occitans. L'observatoire permet une analyse des systèmes alimentaires territorialisés à différentes échelles agrégées telles les EPCI, les départements et les régions. Le diagnostic fourni se base sur plusieurs types de données : publiques ou issues de partenariats. Il est ainsi capable de fournir des données

agrégées sous la forme de cartes interactives, graphiques, ratio, etc. Les données brutes ne sont pas téléchargeables mais certaines peuvent être obtenues à la demande. L'observatoire est disponible en ligne, gratuitement et sans inscription sur le site du RMT alimentation locale.



ANALYSER LES PRODUCTIONS AGRICOLES

Observatoire des systèmes agri-alimentaires en transition à l'échelle d'un territoire (ReGATERR OFALIM)

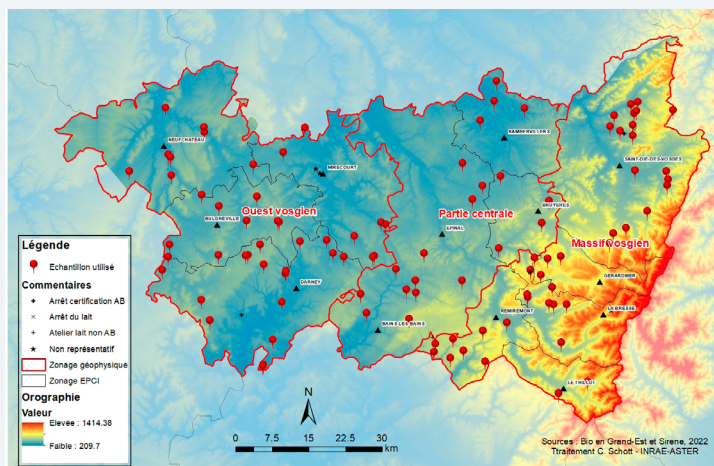
Unité Aster

en développement

Le projet OFALIM (Observatoire des flux alimentaires territorialisés) a pour objectif de recenser et d'analyser les acteurs des systèmes agri-alimentaires d'un territoire et leurs interactions. Il s'appuie sur l'outil ReGATERR® (recensement géolocalisé des exploitations agricoles en transition à l'échelle du territoire) dont la méthodologie et la base de données ont fait l'objet d'une déclaration d'invention et de résultats valorisables début 2022. Cet outil répond aux besoins de diagnostic, de pilotage voire, à terme, d'évaluation de l'impact des politiques alimentaires territoriales. La base de données géolocalisées repose sur l'appariement des données multiples sur les exploitations agricoles (publiques ou issues du web [scraping]) pouvant être complétées par des enquêtes de terrain. Elle fournit des analyses statistiques et des représentations d'indicateurs ainsi que différents types de cartographies en fonction des besoins des utilisateurs.

OFALIM est encore en phase test. Il va être co-construit et testé à l'échelle du département des Vosges en partenariat

avec le PAT du Pays de la Déodatie et prévoit le développement d'une interface numérique de l'outil. Actuellement interne à INRAE, le prototype fait l'objet d'amélioration, notamment en termes de modélisation avec l'ajout de la représentation des flux agricoles et alimentaires entre opérateurs.



Les outils de modélisation & de simulation

ANALYSER LES PRODUCTIONS AGRICOLES

RPG Explorer, une analyse des dynamiques agricoles à fine échelle

<https://rpg-explorer.fr/>

Unité SADAPT

opérationnel

RPG Explorer est un outil d'analyse et d'exploration des dynamiques agricoles. Celui-ci se base sur les données du registre parcellaire graphique (RPG), une base de données servant de référence à l'instruction des aides de la politique agricole commune (PAC). L'outil permet d'analyser le parcellaire des exploitations sur un territoire donné. En fonction du niveau d'information des données, RPG Explorer peut fournir une analyse de l'assolement agricole, des séquences de cultures, des rotations-cadres sur un territoire, mais aussi des indicateurs sur la structure des exploitations agricoles. Le logiciel peut être obtenu gratuitement en contactant l'équipe RPG Explorer de l'UMR SADAPT (rpg-explorer@inrae.fr). Sa prise en main est facilitée par des formations assurées en présentiel (3 formations par an), mais aussi bientôt en ligne. Le logiciel RPG Explorer n'est pas encore utilisé dans le cadre de PAT, mais peut être un outil de diagnostic pertinent.



GéoPAT, pour des scénarios d'évolution parcellaire

<https://lisc.inrae.fr/geopat/>

Unité Lisc

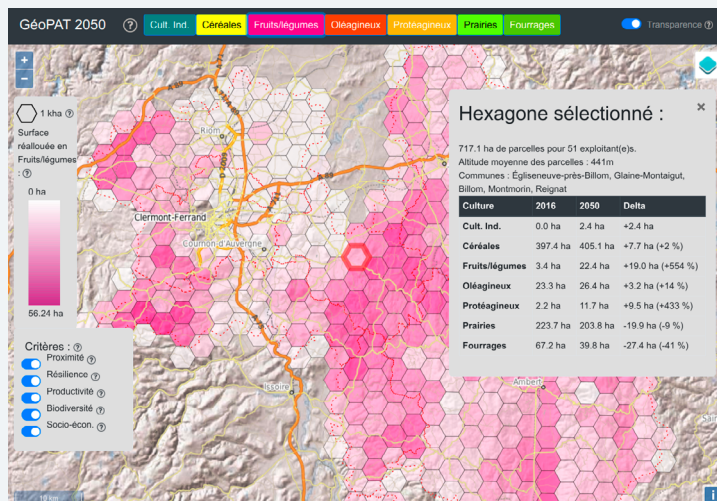
opérationnel

L'outil GéoPAT, développé dans le cadre du projet de recherche-action Clermont Innovation, permet d'identifier des scénarios d'évolution du parcellaire agricole en lien avec les objectifs des PAT.

Basé sur le registre parcellaire graphique pour l'année 2016, l'outil permet de réallouer les cultures parcelle par parcelle pour créer un scénario prospectif en 2050. Des critères de sélection des scénarios ont été construits avec les acteurs du projet alimentaire territorial Grand Clermont/PNR Livradois-Forez : productivité, proximité, social, résilience et biodiversité. En utilisant les données et la méthode sur la zone d'étude, 2 150 scénarios prospectifs peuvent être proposés.

Une application Web de visualisation géographique des résultats est accessible gratuitement.

Si cet outil est limité à la zone du Grand Clermont et au PNR Livradois-Forez, la méthodologie développée pourrait être utilisée pour déployer l'outil sur d'autres territoires.



Un outil sur le potentiel de production agricole locale pour un appui à l'aménagement du territoire

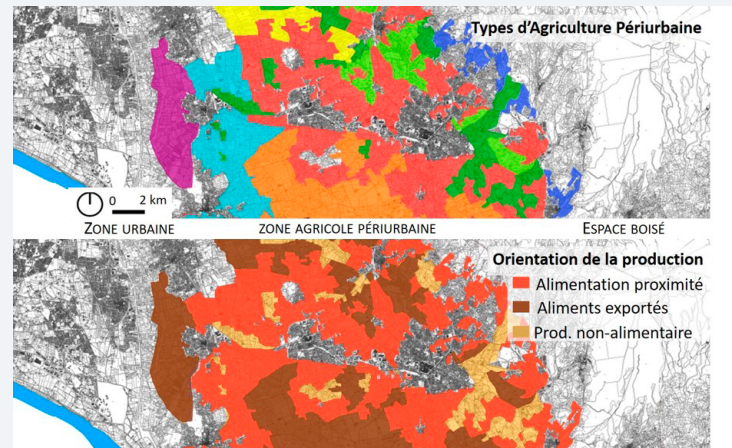
Unité Écodéveloppement en développement

L'unité Écodéveloppement mène des travaux dans le but de caractériser les formes et localisations des agricultures contribuant à l'approvisionnement de proximité. Ces recherches ont permis de développer une méthode brevetée pour estimer le potentiel de production agricole locale à travers la définition d'« unités spatiales d'agriculture périurbaine » (USAPU). Cette méthode a mené à la création d'un outil de prédiction de l'usage des sols agricoles et de caractérisation des types d'agriculture périurbaine en fonction de leur réactivité potentielle à une intervention publique locale (la ville, l'intercommunalité). Éprouvée dans le département du Vaucluse, un prototype générique à des fins d'urbanisme opérationnel a également été développé en partenariat avec la SAFER et testé à l'échelle communale en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Poitou-Charentes.

Ce modèle teste des hypothèses vérifiables sur le terrain à partir de mesures issues de données démographiques, géographiques et de télédétection, et génère des cartographies adaptées aux limites administratives pré-existantes. La méthodologie constitue donc un appui aux actions publiques relatives aux usages des sols et

l'aménagement du territoire et pourrait être utilisée dans le cadre de projets alimentaires territoriaux.

Actuellement interne à INRAE, le prototype fait l'objet d'améliorations, notamment en termes de raffinement de l'échelle afin de l'adapter aux contraintes de l'urbanisme opérationnel comme aux besoins des utilisateurs finaux.



FAIRE LE LIEN ENTRE PRODUCTION ET CONSOMMATION

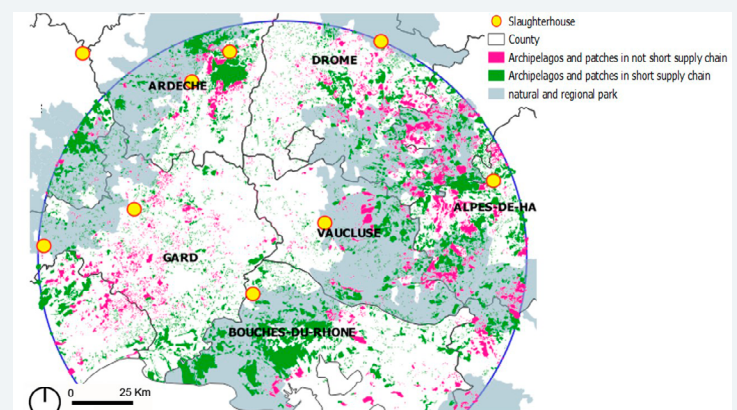
Un outil d'évaluation du potentiel d'approvisionnement local

Unité Écodéveloppement opérationnel

Les travaux de l'unité Écodéveloppement de caractérisation des formes et localisations des agricultures contribuant à l'approvisionnement de proximité ont également été menés à l'échelle du bassin d'approvisionnement ou « foodshed ». Cette approche permet d'apporter des connaissances utiles pour l'action institutionnelle des villes, en l'occurrence la relocalisation de l'approvisionnement des cantines scolaires de la ville d'Avignon, en combinant enquêtes de terrain, analyses géomatiques et modélisations statistiques.

Plus précisément, ces travaux permettent d'estimer, quantifier et localiser les liens entre diversification agricole et disponibilité alimentaire dans une aire de proximité raisonnée et sont mobilisables dans une politique alimentaire territoriale. Par exemple, la cartographie produite sera utilisée dans le cadre d'un atelier participatif

organisé par le living lab d'Avignon sur le développement des chaînes d'approvisionnement locales de viande bovine pour les cantines.







Direction de l'appui aux politiques publiques
Centre siège d'Antony
1, rue Pierre-Gilles-de-Gennes
92160 Antony

Rejoignez-nous sur :



<https://www.inrae.fr/>

**Institut national de recherche pour
l'agriculture, l'alimentation et l'environnement**



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INRAE